

des niveaux d'analyse permet, d'une part, de situer le travail en référence aux catégories fondamentales d'analyse des systèmes sociaux, d'autre part, d'explorer avec une technicité experte de multiples aspects des transformations du contenu du travail, des structures d'emploi, de la condition des travailleurs. Enfin, les bibliographies accompagnant chaque entrée et les deux index font du dictionnaire un instrument de travail efficace aussi bien pour le débutant que pour le spécialiste conscient de ses lacunes.

**Jacques FREYSSINET**

CEE

[jacques.freyssinet@cee-recherche.fr](mailto:jacques.freyssinet@cee-recherche.fr)

**Bernard HOURS**

*Développement, gouvernance, globalisation : du xx<sup>e</sup> au xxi<sup>e</sup> siècle*

Paris, L'Harmattan, 2012, 118 p.

Les trois vocables qui composent l'intitulé de cet ouvrage figurent parmi les plus communément utilisés dans les discours savants, politiques ou médiatiques sur l'état du monde actuel et son devenir possible dans tous les domaines et à toutes les échelles. Si l'on en croit les experts qui les manient à l'envi, principalement les économistes et les politologues suivis par les sociologues, on aurait affaire à des concepts scientifiques. Tel n'est pas l'avis de Bernard Hours, pour qui les « usages particulièrement flous et élastiques » dont ils font l'objet en font des notions idéologiques. Ce qui ne veut pas dire qu'elles ne soient que des représentations sans impact sur la réalité. Au contraire, « il s'agit, selon l'auteur, de rhétoriques opératoires dont les effets sur les sociétés sont extrêmement forts, y compris sur les micro-rapports sociaux ». Aussi, plutôt que de proposer d'énigmatiques définitions de ce que seraient le développement, la gouvernance et la globalisation, il a choisi de montrer « à quoi servent *in fine* » l'emboîtement et l'articulation de ces trois notions. Moins à expliquer le monde, comme on le croit et le fait croire, qu'à « le rendre supportable en projetant en permanence le projet d'un avenir, sinon radieux, du moins de plus en plus régulé ». On aura compris que le propos de B. Hours s'inscrit dans une perspective résolument critique. Mettant d'emblée les points sur les i pour les lecteurs qui en douteraient, il précise : « Ainsi, à défaut de supprimer l'indignité présente, la projection de normes rassurantes sur une future sécurité permet de supporter l'insécurité chronique engendrée par les formes multiples de la domination politique,

économique, sociale vécues quotidiennement par tout un chacun. »

Le fait que l'auteur soit anthropologue n'est peut-être pas étranger à l'éclairage novateur adopté pour aborder des thématiques rebattues. Tout en reprenant comme point de départ la surdétermination de l'évolution des sociétés contemporaines par la dynamique du devenir monde du capitalisme, il échappe à la vision économiste prédominante, fût-elle anticapitaliste, pour dégager le trait essentiel de la mutation anthropologique en cours. « La fin de l'URSS qui est aussi la fin du xx<sup>e</sup> siècle » sonne « l'avènement d'un troisième millénaire marqué du sceau d'une globalisation naturalisante et moralisante », où, pour enrayer les peurs engendrées par la décomposition sociale et la dévastation écologique due à un mode de production qui s'avère être désormais avant tout un mode de destruction, le déferlement simultané des idéologies environnementalistes et humanitaires incite et conduit les individus à percevoir les liens qui peuvent encore les unir comme une « solidarité presque biologique entre membres de l'espèce humaine ». En effet, sous le signe de la gestion technocratique des risques tous azimuts et l'application aussi impérative qu'universelle du principe de précaution, « le sujet d'une telle solidarité apparaît être l'espèce humaine entière et non plus des sujets particuliers », tels, comme jadis, les prolétaires, les paysans sans terre ou les peuples (néo)colonisés « dont l'émancipation était le projet ». L'émancipation des sujets politiques héritée des Lumières ayant fait long feu, « une nouvelle matrice idéologique et le paradigme fondateur d'une humanité post-moderne » se mettent en place, « dont l'objectif n'est plus la poursuite d'un grand récit mais la simple survie de tous les membres de l'espèce, projet conservateur autant que conservatoire ».

Sans doute cette entrée de l'humanité dans l'univers gelé de la reproduction où la survie est devenue le seul horizon promis avait-elle été signalée et disséquée sous ses diverses facettes, dès la fin du siècle dernier, par les post-situationnistes de *L'Encyclopédie des nuisances*. De même, plus récemment, le philosophe Alain Brossat a-t-il, dans *Le droit à la vie?* déjà émis et argumenté l'hypothèse, vérifiée chaque jour par l'expérience, selon laquelle la promotion de ce droit, en substituant le culte du vivant au culte de l'Histoire, avec tout son cortège d'injonctions normalisatrices imprégnées du « syndrome de la catastrophe, de l'accident majeur, du risque omniprésent », faisait passer l'humanité à un statut relevant de « l'espèce plutôt que du genre entendu comme communauté soutenue par des valeurs, des idéaux, des

espérances (le genre humain de *L'Internationale*, précisément)<sup>6</sup>. L'apport de Bernard Hours est de montrer comment on cherche, par la mise en avant de notions dotées d'une neutralité et d'une positivité pourtant infondées, à alarmer et rassurer tour à tour ou en même temps cette espèce humaine appréhendée maintenant comme « un peu animale, voire génétique » confrontée à « un futur qui ne s'appelle plus avenir, mais qui prend le masque grimaçant de la crise », à seule fin de préserver le *statu quo* social.

Dans l'ordre chronologique de leur émergence, B. Hours rapporte chacune de ces notions aux politiques qu'elles ont inspirées et justifiées, et aux problèmes qu'elles ont contribué moins à résoudre qu'à susciter. À commencer par celle de « développement », recyclage par les économistes et les capitalistes étasuniens au cours de l'après guerre mondiale de l'idéal progressiste mis sur orbite par les philosophes européens des Lumières. Elle fera ensuite les beaux jours du tiers-mondisme avant de laisser la place, après l'échec de celui-ci et la contre-offensive néo-libérale, aux « ajustements structurels » imposés par les bailleurs de fonds multilatéraux et à la « lutte contre la pauvreté » qui en résultera. Parallèlement, sur fond de dépression de l'anti-impérialisme, de discrédit des régimes parés du label « socialiste » et de dépolitisation des enjeux, l'humanitaire porté par des ONG stipendiées fera une entrée en force sur la scène planétaire, en force militaire, notamment, avec le « devoir d'ingérence » transmué en « droit d'ingérence ». En était-ce fini avec le développement ? C'était sans compter avec l'avènement de l'environnement comme représentation concrète, symbolique, politique et économique de l'interdépendance globale », grâce auquel le développement va acquérir un caractère « durable », pour ne pas dire éternel, la nature remplaçant la société comme cadre et champ de réflexion.

Dans ce « monde naturalisé devenu post-politique », souligne B. Hours, « les sociétés tendent à être considérées comme des champs de gestion des risques de toute nature ». Risques écologiques, bien sûr, mais aussi économiques, « avatars à gérer, naturels eux aussi » car « si l'économie de marché est la fin de l'histoire, cette histoire est on ne peut plus naturelle ». Autant dire que gouverner n'est plus choisir mais gérer, puisque dans un univers de contraintes, toutes naturelles, c'est-à-dire incontournables, il n'y a plus de réels choix, mais pilotage performant pour faire durer ce qui existe et le prémunir contre ce qui pourrait le faire

cesser d'être, « seul programme politique pensable appelé aussi gouvernance ».

Importée du monde de l'entreprise, cette notion est appliquée à toutes les sphères de l'activité sociale, ce qui implique que celles-ci doivent être gérées « avec les mêmes qualités et compétences que celles prêtées aux chefs d'entreprise performants », confirmant ainsi que la planète est devenu un vaste marché. Par là, « la gouvernance débouche donc immédiatement sur la globalisation ». Mais il s'agit d'une « bonne gouvernance » où l'efficacité économique n'est pas le seul critère d'appréciation à prendre en compte. À tous les niveaux (transnational, national et infranational), il faut faire intervenir la dimension morale sous peine de voir la logique du marché, laissée à elle-même, provoquer des évolutions « toxiques et mortifères » non seulement pour les finances publiques, l'emploi, la « croissance », mais aussi la « solidarité nationale ». Une notion pacifcatrice et mystificatrice chère aux gouvernants, qui évoquent sans le dire la réactivation toujours à craindre des conflits sociaux et, au-delà, de la lutte des classes. D'où les appels non seulement à re-réguler le capitalisme, mais à en « civiliser la partie la plus sauvage ». Ainsi se profile, note B. Hours, une « gouvernance politique » qui, à la gestion technique, ajoute des préoccupations de « transparence », de « démocratie », de « participation », finalement de « société civile », laquelle « constitue dans la rhétorique technocratique sur la bonne gouvernance le bénéficiaire final de toutes ces « bonnes » normes ».

Il va de soi que cette « société civile globale, virtuelle, abstraite » soumise à des « normes de gouvernance à portée universelle, condition de leur normativité » – la bonne gouvernance étant elle-même hyper-normative, selon B. Hours, en tant que « norme des normes » –, a peu de rapports avec les sociétés réelles. En fait, c'est une société « civique » qui s'instaure où « l'homme générique », apeuré et consentant, est, comme ses « semblables », sommé de se plier à une multiplicité de règles de son plein gré, puisque c'est pour garantir la pérennité de l'espèce qui le définit comme humain. « Participer soi-même à l'édification d'un ordre sécuritaire qui domine à l'ombre de ses normes, ainsi se présente la démocratie post-politique d'aujourd'hui. »

Comment s'extraire de ce « système globalisant, globalisateur et globalisé » ? B. Hours ne se borne pas à un réquisitoire et, à défaut de solutions, il indique quelques voies pour sortir de la résignation. Mais, peut-être est-ce là la partie la plus faible de son essai. Autant la critique du

<sup>6</sup> Alain Brossat, *Le droit à la vie ?*, Paris, Seuil, 2010.

triptyque idéologique « développement-gouvernance-globalisation » est approfondie et acérée, autant l'« utopie attentive et modeste » dont il esquisse les lignes directrices apparaît fade et convenue.

Pour rompre avec la vision pragmatique, gestionnaire et technocratique de l'évolution en cours et à venir des sociétés, B. Hours s'appuie sur le triptyque « marché-État-société civile », tout aussi idéologique que celui qu'il récuse, mais sur le plan sociologique, puisqu'il érige ainsi en acteurs des entités déconnectées des groupes sociaux qui pourraient leur donner chair et des conflits les opposant pour l'appropriation de l'avoir, du pouvoir et du savoir. Ce qui l'amène à verser dans un humanisme plat teinté de psychologisme, au lieu de chercher à identifier les forces sociales susceptibles de s'affirmer comme de nouveaux sujets collectifs et de reprendre à nouveaux frais la lutte anticapitaliste. Peut-être une certaine allergie aux théorisations d'inspiration marxienne explique-t-elle que l'auteur ait délaissé la grille d'analyse des rapports sociaux en termes de classes. Si, comme il le note, « les classes sociales survivent difficilement aux mirages du marché qui occultent et masquent les formes présentes et passées de l'exploitation », rien n'interdit de s'y intéresser, comme le font déjà maints chercheurs, car elles sont parfaitement observables pour peu que l'on se décide à les étudier<sup>7</sup>. Et surtout les « mirages du marché » n'exercent leurs effets que sur ceux qui s'y laissent prendre, et ne sauraient aucunement faire disparaître la matrice de la division de la société en classes que constituent les rapports de production capitalistes<sup>8</sup>.

Conformément à la vulgate « altermondialiste », B. Hours ne remet pas fondamentalement en cause la légitimité de ces rapports, se bornant à fustiger « les entrepreneurs, repreneurs et autres chacals industriels, mais finalement financiers ». Il en vient ainsi à se rabattre, en guise de conclusion, sur des préconisations déjà énoncées par d'autres, en forme de vœux pieux : « redéfinir la gouvernance, son sens et sa portée » pour la rendre « plus souriante », « remettre à sa place le marché qui n'est pas la société » pour permettre « une globalisation plus heureuse ». Sans trop y croire, cependant, pour ne pas courir le risque de se contredire, au vu des chapitres qui précèdent : « Reste donc l'entité nommée société civile, le peuple, la population dont la conscience est

fragilisée par les manœuvres et les promesses des États et des marchés. » Mais au lieu d'oser franchir le pas et postuler l'actualité du communisme, à la manière d'un Alain Badiou ou encore d'un Slavoj Žižek qu'il se contente de mentionner sans aller plus loin, B. Hours termine par une ultime recommandation : « C'est bien à cette entité de prendre la parole malgré tous les pièges tendus par les États et les marchés. » Avouons qu'il n'y a pas là de quoi les faire trembler sur leurs bases !

**Jean-Pierre GARNIER**

garnierjeanpierre33@gmail.com

Corinne DELMAS

### *Sociologie politique de l'expertise*

Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011, 125 p.

L'expertise occupe une place grandissante dans « les sociétés contemporaines » car l'expert « est au cœur du débat public et d'un marché », nous dit Corinne Delmas. En outre, cette place est « paradoxale ». Le paradoxe, selon l'auteur qui y consacre ce petit essai dans la collection « Repères » tient à la contradiction entre la place centrale de l'activité et l'incertitude de ce qu'on entend par le terme.

C'est pourquoi C. Delmas a conçu son essai, qui comporte une bibliographie fournie, comme un parcours du lecteur parmi les différentes définitions et actualisations possibles du terme. À vrai dire, le plan choisi cache un peu ce fil directeur empirique de la présentation de nombreuses facettes de ce qui peut se nommer « expertise ». Isabelle Berrebi Hoffmann et Michel Lallement avaient coordonné à ce sujet un dossier dans les *Cahiers internationaux de sociologie* (2009/1, n° 126). Ils visaient dans leur introduction les figures du « consultant, de l'évaluateur et de l'auditeur ». Corinne Delmas complique nettement ce paysage : l'expertise est associée, dans son essai, aux grands corps, au conseil, à la participation à des commissions, à des organismes d'études, aux agences, à l'évaluation, à l'appréciation des grands risques (type Tchernobyl), à l'expertise manifestée dans les « savoirs profanes » et « savoirs d'usage », voire « d'amateurs », ou encore à celle d'un « intellectuel collectif ».

Elle intitule son premier chapitre « L'expertise, enjeu de définitions », mais la question des définitions court à travers l'ensemble du texte, car elle est effectivement cruciale. Dans ce premier

<sup>7</sup> Sarah Abdelnour, *Les nouveaux prolétaires, Paris, Textuel, coll. « Petite Encyclopédie critique », 2011.*

<sup>8</sup> Alain Bihl, *Les rapports sociaux de classe, Lausanne, Éditions page 2, 2012.*